

# NOS CORPS NE SONT PAS VOS FRONTIÈRES

## Le Manifeste de Cotonou pour la liberté de circulation

Parce qu'on ne peut pas vraiment se considérer comme des survivant·es si on ne s'attaque pas aux systèmes qui nous ont fait souffrir - des systèmes qui continuent de déshumaniser et de détruire la vie de nombreuses personnes -, on ne peut pas non plus revendiquer la solidarité sans s'attaquer à ces systèmes avec celles et ceux qui les subissent.

C'est pourquoi, réuni·es au sein du « Village Migration » du Forum social mondial ici à Cotonou, au Bénin, nous - victimes, survivant·es, familles et militant·es, ainsi que les mouvements, organisations et allié·es s'attellant à démanteler le régime migratoire raciste, publions ce manifeste.

Celles et ceux d'entre nous qui parlent à partir de leur expérience vécue sont des survivant·es de déserts mortels, de prisons, de centres de détention, de vols d'expulsion, de refoulements, d'agressions racistes, d'enlèvements en mer, d'esclavage, de viols et d'autres formes de traitements inhumains. Nous parlons en tant que personnes dont les corps ont servi à ériger des frontières, dont la souffrance a été transformée en politiques déshumanisantes qui organisent l'exclusion, et dont les morts ont été réduites à des statistiques pour justifier la nécessité d'une « gestion migratoire ».

Partout dans le monde, la rhétorique de l'invasion a été réactivée pour démanteler la protection des réfugié·es, légitimer les expulsions massives et transformer les communautés de migrant·es en ennemis électoraux. Les migrant·es sont exploité·es à des fins politiques et soumis·es à un système fondé sur le racisme, la peur et les punitions collectives. La violence que nous affrontons s'inscrit dans un continuum de violence coloniale, qui s'étend des zones frontalières jusqu'au cœur des villes où les violences policières, le profilage racial, la détention, les refoulements et la criminalisation des personnes en mouvement reproduisent la même logique d'exclusion, de contrôle et de confinement racialisés. Les routes de l'esclavage sont réactivées aujourd'hui à travers des processus de dépossession et de marchandisation de la vie humaine qui poussent une jeunesse désespérée vers des voies maritimes extrêmement périlleuses et transforment les océans en cimetières.

Parmi d'autres acteurs, l'Union européenne est à l'avant-garde de ces politiques. Depuis le début des années 2000, elle a délocalisé ses frontières en Afrique, en finançant des gouvernements, des garde-côtes, des milices, des systèmes de détention et des structures de surveillance pour empêcher les personnes d'atteindre le territoire européen. Des accords ont été conclus avec la Tunisie, la Libye, le Maroc, l'Algérie, le Niger, la Mauritanie, le Sénégal et d'autres États, transformant des territoires africains en prisons et en cimetières pour les personnes que l'Europe juge indésirables. Les gouvernements européens paient d'autres pays pour commettre, au-delà des frontières de l'Europe, des actes qui entraîneraient des conséquences juridiques et politiques s'ils étaient commis en Europe. La Libye est devenue un laboratoire privilégié de ce système. Les Nations Unies ainsi que le Tribunal permanent des peuples ont trouvé des motifs raisonnables de croire que des migrant·es ayant transité par la Libye et par d'autres pays du Maghreb étaient victimes de crimes contre l'humanité, ainsi que d'actes de tortures, traitements inhumains et dégradants, et traite d'êtres humains. Pourtant, l'Europe continue à financer, former, équiper

et légitimer les structures impliquées dans l'enlèvement, la torture, la mise en esclavage, le viol, la disparition et la mort de milliers d'exilé·es.

Les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne mènent une guerre externalisée contre la mobilité humaine. Frontex est devenu le bras opérationnel de cette guerre menée par l'Europe et une bureaucratie armée qui organise la disparition. Depuis des années, Frontex a contribué à des refoulements dans de nombreux pays, notamment vers la Libye et la Turquie. En repérant les bateaux de réfugié·es depuis les airs et en transmettant leurs positions aux milices libyennes, cette agence permet ainsi des enlèvements en mer et des retours forcés vers les prisons, la torture, l'esclavage, le viol et la disparition : tout ce que ces personnes fuyaient. Le dispositif sécuritaire européen ne se limite pas aux frontières géographiques de l'Europe, mais s'est étendu jusqu'au cœur de l'Afrique, au Sénégal, en Mauritanie, au Ghana, au Niger, au Nigeria, au Togo, et ailleurs.

De l'autre côté de l'Atlantique, les accords de coopération militaire entre les États-Unis et les pays de l'Amérique centrale ont eu des conséquences meurtrières, et la politique de "Prévention par le découragement" mise en place par les États-Unis depuis les années 1990 a repoussé intentionnellement les routes migratoires loin des villes frontalières vers des espaces éloignés et dangereux du désert de Sonora.

Les agences internationales, telles que l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et le HCR, utilisent un discours lisse sur « l'analyse des risques », la « gestion des frontières », le « retour volontaire » et la « coopération », qui cachent un projet meurtrier visant à identifier, surveiller, entraver et expulser les personnes en migration avant qu'elles atteignent leur destination - et à enrôler les gouvernements africains et d'autres gouvernements comme geôliers de leurs propres populations.

En ce qui concerne les États africains, ils ne peuvent pas continuer à se présenter uniquement comme des victimes des politiques occidentales. Partout en Afrique, les gouvernements ont adopté le contrôle des migrations comme un instrument de violence raciale, de marchandage politique et de gain financier. Ils ont délaissé leurs propres populations et ont pris part à la traque, à la détention, à l'expulsion et à l'abandon d'Africain·es sur leur propre sol. Partout sur le continent, les migrant·es sont utilisé·es comme monnaie d'échange en contrepartie de financements internationaux, et désigné·es comme boucs émissaires par les gouvernements qui cherchent à se maintenir au pouvoir.

Pendant ce temps, l'Union africaine proclame l'unité tout en restant hypocritement silencieuse alors que des Africain·es sont torturé·es, expulsé·es et tué·es. Les promesses africaines de libre circulation restent très limitées, car les Africain·es continuent d'être traité·es comme des étranger·es en situation irrégulière sur leur propre continent, comme en témoignent les refoulements massifs de populations migrantes de l'Algérie au Niger, de la Tunisie en Libye, et de la Mauritanie au Mali. En Afrique du Sud, l'afrophobie et les agressions xénophobes, qui s'inscrivent dans l'héritage de l'apartheid, monte également les Noir·es les un·es contre les autres, portant atteinte à l'unité africaine.

Ces violences sont le produit d'une alliance entre les États et d'autres acteurs capitalistes, tels que les milliardaires, les empires médiatiques et certaines plateformes numériques qui instrumentalisent le sujet des migrations pour détourner la colère publique des inégalités, de l'exploitation et de leur propre accumulation de pouvoir. En propageant la haine anti-migrant·es, ils s'appuient sur des théories du complot

racistes et alimentent les mouvements d'extrême droite. Les systèmes violents que nous subissons ne se construisent pas tout seuls : ils sont conçus, financés, dirigés, amplifiés, défendus et normalisés par ceux et celles qui détiennent le pouvoir politique, économique et technologique. Les politiques néolibérales, conjuguées à la destruction de l'environnement, à l'épuisement des ressources en eau et des richesses naturelles, à l'enfermement des peuples dans le piège de l'endettement, ainsi qu'aux politiques néocoloniales et au soutien apporté aux régimes dictatoriaux, ne cessent d'aggraver les souffrances des populations. Elles alimentent la pauvreté, creusent les inégalités et contraignent des millions de personnes à l'exil forcé, à la recherche de sécurité, de liberté, de dignité et de conditions de vie décentes.

Nous exigeons la fin des accords d'externalisation des migrations, la fermeture des centres de détention et des prétendus centres de « retour », un accès effectif au droit d'asile. Les États doivent respecter les engagements qu'ils ont pris en signant des conventions internationales, telles que la convention de Genève, la Déclaration universelle des droits de l'Homme, la Convention européenne des droits de l'homme, la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, et d'autres. Les dirigeant·es doivent rendre des comptes et être tenu·es pénalement responsables pour les décès qui ont lieu tout au long des routes migratoires. Les survivant·es de la migration doivent pouvoir participer aux institutions et négociations qui déterminent nos vies.

Nous défendons la liberté de circulation, le droit à chacun·e de choisir librement son lieu de résidence, et voyager en toute sécurité. Nous réclamons le droit de partir et le droit de rester, sans crainte de violence ou de répression, quelle que soit sa provenance ou ses appartenances sociales. Les États doivent garantir la protection de leurs propres citoyen·nes ainsi que des personnes qui résident sur leur territoire.

Nous demandons l'abrogation du système des visas, par lequel les États et des agence privées s'enrichissent sur le dos des personnes qui cherchent à migrer, majoritairement originaire du Sud global. Cet argent doit être restitué en guise de réparation à toutes les victimes de l'apartheid global créé par le régime des frontières.

La liberté de circulation n'est pas seulement un droit fondamental. Elle permet de tisser des liens entre les pays et les peuples, et de montrer toute la richesse économique, sociale, culturelle de la migration. Dans une perspective féministe, elle garantit aux femmes et aux minorités de genre la possibilité de se déplacer pour chercher la sécurité ou s'émanciper. Dans une perspective panafricaniste, elle garantit l'unité africaine et renforce nos sociétés et l'autonomisation du continent. Dans une perspective décoloniale, la liberté de circulation permettrait de mettre fin à l'apartheid global de mobilité, qui prolonge la hiérarchie des droits entre les peuples héritée de la colonisation.

Malgré les barrières dressées devant nous, nous exerçons aussi la liberté de circulation tous les jours en franchissant et en transgressant ces frontières mortelles. Nous créons des infrastructures de solidarité pour soutenir les personnes en mouvement. Nous construisons des réseaux transnationaux pour apprendre les un·es des autres, pour lutter ensemble contre un régime migratoire raciste et construire un monde où la liberté de circulation est une réalité.

Animé par ces objectifs, le « village Migration » organisé lors du Forum social mondial à Cotonou a marqué une nouvelle étape dans le partage d'expériences et l'union de nos forces pour poursuivre la lutte.

Notre migration forcée n'est pas votre invasion. Nous ne sommes pas coupables de vouloir survivre ; ce sont vos États et leurs dirigeant·es qui sont coupables de crimes contre l'humanité. Les êtres humains ne sont pas vos monnaies d'échange, vos armes électorales ou vos marchandises.

Nos corps ne sont pas les frontières de l'Europe.

Nos vies ne sont pas la monnaie de l'Afrique.

Notre existence n'est pas l'ennemie de l'Amérique.

Nous ne laisserons plus le monde construire ses frontières sur nos tombes.

Manifeste rédigé et initié par des survivant·es.

Soutenu par les organisations, mouvements et collectifs suivants:

1. Advocates Female Migrants initiative (Nigéria)
2. Afrique-Europe Interact (réseau transnational)
3. Al Bawsala (Tunisie)
4. Alarm Phone Sahara
5. Alerte Migration Afrique (Burkina Faso)
6. Arab and Muslim Ethnicities and Diasporas Studies Program, San Francisco State University (USA)
7. Association des Mères des Disparus en Tunisie (Tunisie)
8. Association Éducation Togo (AET, Togo)
9. Association Malienne des Expulsés (AME, Mali)
10. Association Marocaine d'aide aux migrants en situation vulnérable (AMSV, Maroc)
11. Association Marocaine des droits humains (AMDH, Maroc)
12. Association Mauritanienne pour la Citoyenneté et le Développement (AMCD, Mauritanie)
13. Association Nationale des Partenaires Migrants (ANPM, Sénégal)

14. Association Togolaise des Expulsés (ATE, Togo)
15. Boza Fii (Sénégal)
16. Caritas Dakar/PARI (Sénégal)
17. Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA, Algérie)
18. Citoyennes Citoyens Debout Mauritanie (CCD, Mauritanie)
19. Climáximo (Portugal)
20. Collectif Contre la Criminalisation de la Solidarité et de l'Engagement Civique en Tunisie
21. Conseil des Migrants Subsahariens au Maroc (CMSM, Maroc)
22. CRID (France)
23. Direy Ben Gao/ RMSM (Mali)
24. Ebrima Migrant Situation Foundation (Gambie)
25. Female Returned Migrant network - FREMNET (Nigéria)
26. 50 Out of Many (Grèce)
27. Groupe solidarité des groupements féminins au Togo
28. Jeunesses Nigérienne au Service du Développement Durable (JNSDD AIKIN KASA) (Niger)
29. KISA - Equality, Support, Antiracism (Chypre)
30. Medico International
31. Mediterr
32. Migrants Lives Matter (Nigéria)
33. Migreurop (réseau euro-africain)
34. MV Louise Michel project

35. Network of Ex-Asylum Seekers - NEAS (Sierra Leone)
36. Network of People with Migration Experience (Nigéria)
37. Nomad 08 (Tunisie)
38. OGLMI - Terre de Liberté (Guinée)
39. ONG Opinion Éclairée (Côte d'Ivoire)
40. ONG Union Fait la Force (Bénin)
41. Palestinian NGOs Network (Palestine)
42. Refugees in Libya (RiL, Libye)
43. Réseau Maghreb Sahel sur les Migrations (réseau africain)
44. Réseau ROA-PRODMAC (réseau africain)
45. Riposte internationale (Algérie)
46. Right2Protest Project Africa
47. Rootstv.tn (Tunisie)
48. Solidarités Asie France (SAF)
49. SOSAPROFEM (Sénégal)
50. Southern Africa Migration Network (SAMIN, réseau régional d'Afrique du Sud)
51. Teaching Palestine: Pedagogical Praxis and the Indivisibility of Justice (Palestine)
52. trans-border.net Editorial Team
53. Un Monde Avenir (Cameroun)
54. Voice of Migrants Association - VOMA (Nigéria)
55. Voice of Talia Initiative Foundation (Nigéria)
56. WatchTheMed Alarm Phone

57. Welcome to Europe

58. We'll Come United (Allemagne)